

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle 2019

N° 294 / Avril 2020

L'ÉCONOMIE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2019

Légère amélioration en 2019 sur fond de fragilités et d'incertitudes

Le climat des affaires de l'économie calédonienne s'est **progressivement amélioré** tout au long de l'année 2019 (+11,7 pts) et a effacé le décrochage enregistré au 3^e trimestre 2018. Il retrouve en fin d'année 2019 son niveau de 2015. En moyenne sur l'année il affiche un léger mieux par rapport à 2018 (+2,3 pts). Toutefois, l'indice demeure installé dans une zone **traduisant une croissance positive mais ralentie, associée à une économie fragilisée** (*l'ICA se situe à 90,3 pts en moyenne en 2019, soit un niveau inférieur à la moyenne de long terme retraçant une période de croissance économique autour de 3,0 % en moyenne*).

Si cette image d'ensemble d'un climat de confiance moins dégradé traduit essentiellement une « normalisation » par rapport à une année 2018 particulièrement anxiogène, elle trouve également quelques fondements, certes timides, dans l'économie réelle. En effet, l'**emploi privé** affiche un léger mieux en 2019, avec une tendance plus favorable qui interrompt des trimestres successifs de dégradation et qui, si elle se confirmait dans le temps, pourrait être susceptible d'interagir sur la confiance et sur la demande. Par ailleurs, l'**investissement** des entreprises affiche une certaine résistance en 2019 tiré principalement, mais pas seulement, par le secteur des transports. L'**activité bancaire**, à travers des banques calédoniennes solides et saines reste également globalement dynamique (dans un contexte de détente des taux d'intérêt), même si les signes de ralentissement du crédit se confirment, notamment dans l'immobilier. Enfin, les stocks de nickel au plus bas depuis 2011, les perspectives bien orientées de la demande (notamment de la Chine) et la hausse des **cours du nickel** (+6,0 % en moyenne sur l'année, avec un pic au plus haut depuis 5 ans) sont de meilleur augure pour un secteur en pleine restructuration. Toutefois, bien que la valorisation des exportations de minerais atteigne un record (+8,9 %, avec une part exportée de la production grandissante), elle s'inscrit dans le cadre d'une baisse inédite de la production aussi bien de minerais que de métal. Ainsi, compte tenu de la chute des exportations de métal (-19,6 % en volume), la performance globale à l'export du secteur nickel est par conséquent négative en 2019, ce qui creuse le **déficit commercial** et s'accompagne d'une baisse du taux de couverture.

En parallèle, la **fragilité** de l'économie et l'effritement de ses fondamentaux depuis quelques années prennent forme à travers une **consommation des ménages** atone, frileuse et sans ressort (malgré des taux d'intérêt bas et une inflation faible), et une aggravation des **tensions financières** des entreprises (allongement des délais de paiement, difficultés de trésorerie, recours plus massif aux crédits d'exploitation, hausse des défaillances...). Par ailleurs, l'**essoufflement de certains moteurs traditionnels**, arrivés à maturité, se fait sentir de plus en plus (immobilier, biens d'équipement, etc...). Le besoin de relais de croissance est donc prégnant, d'autant plus que la situation financière de la **sphère publique** (recettes fiscales plutôt stagnantes, endettement mature, déséquilibre des comptes sociaux) laisse peu de marge de manœuvre. Elle continue toutefois d'exercer un rôle **d'amortisseur important** dans cette période de conjoncture plutôt basse.

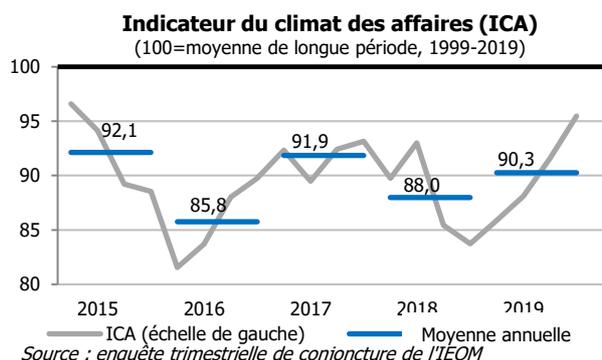
Au niveau **sectoriel**, le bilan 2019 est mitigé. Le BTP est au plus bas et n'entrevoit pas d'amélioration, alors que le tourisme repart à la hausse avec un niveau record de visiteurs, et que certains services sont bien orientés.

Les perspectives plus favorables en fin d'année, avec notamment certains effets attendus du plan de soutien à l'économie du nouveau gouvernement, sont bien entendu à reconsidérer au regard des **conséquences économiques** induites par la pandémie mondiale **Coronavirus COVID-19** débutée en janvier 2020.

Une économie sans ressort, mais qui résiste

Des entrepreneurs moins pessimistes, voire plus confiants

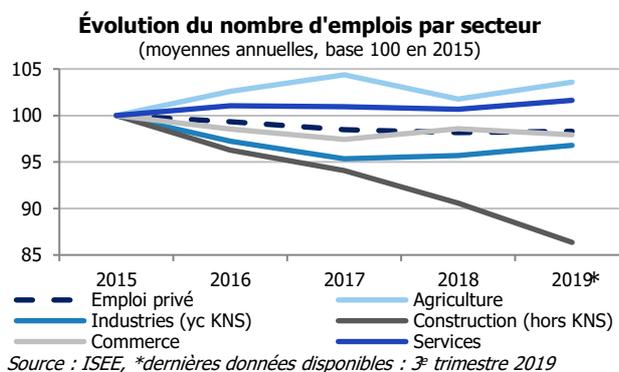
L'indicateur du climat des affaires se situe en moyenne à 90,3 en 2019 soit 2,3 points au-dessus de la moyenne de l'an passé. L'ICA tend à se rapprocher de sa moyenne de longue période avec une progression continue au cours de l'année 2019. Il s'établit à 95,5 au 4^e trimestre, soit un gain de plus de 10 points sur l'année, reflet d'une **normalisation** par rapport à une année 2018 particulièrement anxiogène mais aussi d'une situation générale **moins dégradée** de trimestre en trimestre. L'indice est toutefois installé à un niveau inférieur à la moyenne de long terme (retracant une période de croissance économique autour de 3,0 % en moyenne), soit dans une **zone de croissance faiblement positive**.



Des signes de reprise de l'emploi salarié privé, tiré par les services

Après plusieurs années de contraction, le nombre de salariés du secteur privé **s'oriente plus positivement** en 2019. Le nombre moyen d'emplois (moyenne sur les trois premiers trimestres 2019) progresse de 0,8 % par rapport à 2018. Avec 65 969 emplois en moyenne, cela représente près de 500 emplois supplémentaires qui sont toutefois insuffisants pour rattraper le niveau de 2015 (66 704 emplois en moyenne).

Cette évolution plus favorable est tirée **par le secteur des services**, avec une création nette moyenne de 520 emplois, soit une progression du nombre moyen d'emplois de 1,6 % par rapport à 2018, et de 2,3 % depuis 2015. Le secteur de **l'industrie** se redresse et retrouve son niveau moyen d'emplois de 2016. Parallèlement, le secteur de la **construction** s'inscrit toujours sur une tendance à la baisse, avec un recul de 2,8 % du nombre de salariés par rapport à l'année précédente et de 11,9 % depuis 2015. De même, le secteur du **commerce** se retrouve en perte d'emplois en 2019 (-0,8 %), après une année 2018 favorable.



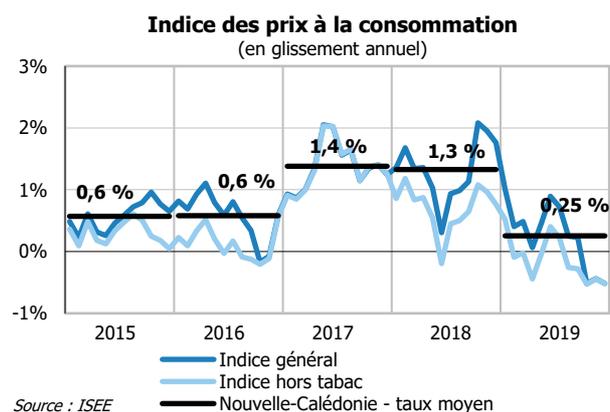
Cette évolution ne préfigure toutefois pas forcément d'une amélioration sur le marché du travail qui dépend également des taux d'activité. Ainsi, le **nombre moyen de chômeurs** indemnisés augmente de 2,0 % par rapport à la moyenne de 2018.

Une inflation faible, liée au changement de fiscalité

Avec une **inflation moyenne de 0,25 %**, l'année 2019 est marquée par un ralentissement du rythme de croissance des prix, celui-ci ayant évolué autour de 1,4 % au cours des deux dernières années.

L'évolution globale est de nouveau portée par la hausse **des prix du tabac** (+14,9 %), suite à une décision gouvernementale intervenue au cours du dernier trimestre 2018. **Hors tabac**, l'indice des prix annuels moyens recule de **0,13 point** (-0,12 %).

Dans une moindre mesure, **les services** contribuent également positivement à l'inflation avec une hausse de prix de 0,9 % en moyenne, malgré une baisse importante des prix des **télécommunications** survenue en fin d'année. À l'inverse, les prix des **biens alimentaires** se sont réduits de 1,6 % en moyenne par rapport à l'année précédente, cette tendance avait été amorcée en novembre 2018 suite à la mise en place de la TGC. De même, l'indice des prix des **produits manufacturés** se réduit de 0,4 %. Le **coût de l'énergie** se stabilise avec une inflation de 0,2 % pour les produits énergétiques, après avoir connu une hausse importante en 2018 (+3,4 %).



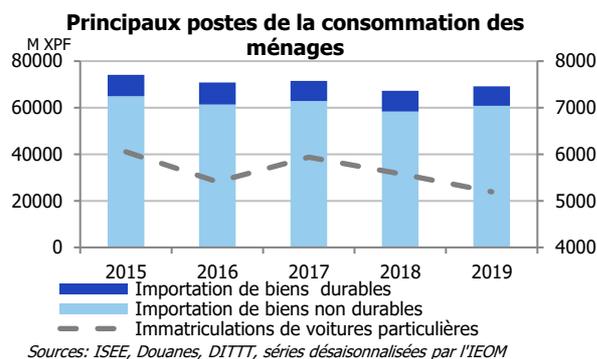
La consommation des ménages demeure atone

Les ménages se montrent **frileux et précautionneux**. La consommation des ménages demeure atone en 2019, insensible à l'esquisse d'une reprise de l'emploi salarié privé (qui demande à être confirmée dans le temps pour espérer interagir sur la confiance et la demande), ou encore **à la faible inflation et aux taux d'intérêt bas**.

Avec une hausse de l'encours de 0,5 % sur l'année (malgré des taux en baisse¹), **les crédits à la consommation** ne confirment pas le rebond de 2018 (+3,1 %). Cette évolution se retrouve à travers le recul des **immatriculations de voitures particulières** (-7,0 % en 2019). Par ailleurs, les **crédits à l'habitat** ralentissent, après des années particulièrement bien orientées : la production baisse de 20,7 % (elle retrouve son niveau de 2015), induisant une nette décélération de la croissance des encours (inférieure à 4 % en fin d'année, contre près de 6,0 % en moyenne de 2015 - 2018).

Parallèlement, si le nombre de personnes en situation **d'interdiction bancaire** continue de diminuer en 2019, les **retraits de cartes bancaires** sont en hausse sur l'année (+3,2 %, contre -5,0 % en 2018).

En revanche, la valeur des **importations de biens de consommation** progresse de 3,0 % en 2019, après une baisse en 2018, dans un mouvement probable de reconstitution de stocks postérieure à la mise en place de la TGC avec un pic au 2^e trimestre.

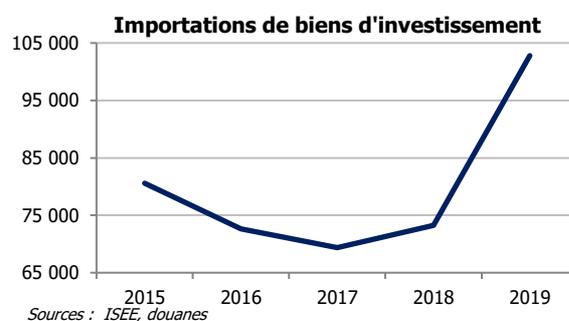


L'investissement tiré ponctuellement par les transports

Les importations de **biens d'investissement** progressent de 40,4 % en valeur en 2019 par rapport à 2018. Cette variation importante s'explique par les investissements exceptionnels réalisés **dans le secteur des transports** et dans une moindre mesure dans le secteur de la pêche : réception de bus pour la mise en place du réseau de transport Tanéo et Néobus, d'avions destinés au renouvellement de la flotte de la compagnie Aircalin et de nouveaux palangriers. Toutefois, le montant des imports de machines et des équipements progresse également de 10,8 % soulignant une certaine résistance de l'investissement hors transports.

La production des crédits d'investissement s'élève à 58 mds XPF en 2019, un niveau élevé malgré un léger ralentissement.

En parallèle, les **tensions financières des entreprises** se sont aggravées en cours d'année (allongement des délais de paiement, difficultés de trésorerie) et se sont traduites par un recours plus important aux **crédits d'exploitation** et par davantage de défaillances (+61 défaillances en 2019, soit +17,1 % sur un an). Toutefois, ces tensions semblent s'être atténuées en fin de période, alors que les banques FBF ne reportent pas de hausse conséquente de leurs douteux (taux moyen de créances douteuses toujours contenu à 3,39 %).

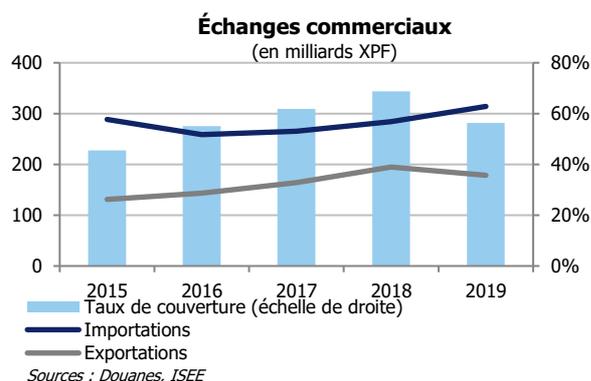


Hausse du déficit commercial et baisse du taux de couverture

Après avoir connu une année record en 2018, **les exportations** restent à un niveau élevé (180 milliards XPF), mais diminuent de 8,8 %. **Le record des exportations de minerais** (à 37 milliards XPF, soit +16,3 % sur l'année), lié à la hausse des cours du nickel sur l'année et à une part grandissante de la production de minerai nickel destinée à l'export, ne suffit pas à compenser **la baisse des exportations de métal** (-16 mds XPF soit -11,1 % en valeur), consécutive à la **baisse de la production**.

Les **importations** quant à elles progressent rapidement (+8,9 % sur l'année), dans le sillage de l'investissement (tiré par les transports, secteur intensif en importations) et de la reconstitution de stocks.

Conséquence de ces évolutions contraires, **le taux de couverture** moyen de l'année se dégrade de 13 pts, il s'élève en 2019 à 56,9 %. De même, le **déficit commercial** se creuse en 2019, repassant sous la barre des 130 milliards XPF (soit +55,1 % de déficit entre 2018 et 2019).



¹ Cf. notes [Taux des crédits](#)

Les recettes publiques stagnent malgré les réformes fiscales

En 2019, les **recettes publiques** se stabilisent à 180,6 milliards XPF (recouvrements nets) contre 181,3 milliards en 2018. La **TGC**, nouvel impôt indirect remplaçant cinq autres taxes et mis en place en octobre 2018, a contribué à hauteur de 41,7 milliards XPF. Dans le détail, le **budget de reversement** par lequel transitent un certain nombre de taxes pre-affectées vers les provinces et les communes, diminue de 7,3 % alors que le **budget de répartition**, qui détermine les dotations des collectivités, croît de 4,4 % avec une hausse de 7,9 % des recettes en provenance de l'impôt sur le revenu.

Des évolutions sectorielles contrastées

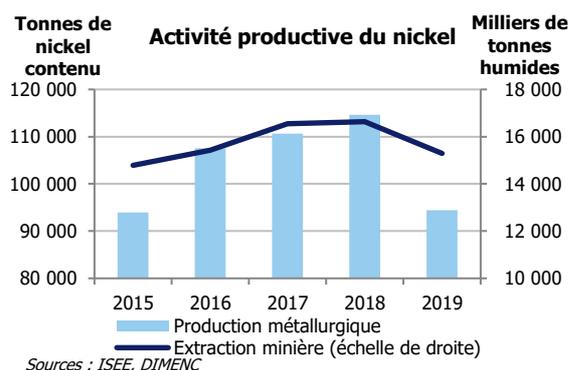
Baisse de l'activité et virages stratégiques dans le secteur nickel

En 2019, les **stocks mondiaux du LME baissent fortement** (-57,3 % à fin 2019) atteignant leur plus faible niveau depuis fin 2011. Combinée à une demande effective et anticipée bien orientée, les fondamentaux du marché favorisent une nouvelle progression **du cours moyen du nickel** : 13 903 \$/tonne en moyenne en 2019 contre 13 114 \$/tonne en 2018, soit une appréciation de 6,0 %, avec un pic au plus haut de 5 ans au-dessus des 18 000 \$/tonne).

En Nouvelle-Calédonie, cette hausse du cours est encore insuffisante pour atteindre des équilibres financiers satisfaisants. Après des années de pertes, certains opérateurs ont dû engager des processus de **changement de leurs modèles économiques et des plans de maîtrise des coûts**. L'usine du Sud, dont Vale se retire en cherchant un repreneur, refond désormais son outil industriel afin de répondre aux besoins du marché des batteries électriques, en augmentant sa production de Nickel Hydroxyde Cake et en arrêtant la production de sa raffinerie. KNS ne parvient pas à atteindre sa capacité alors que la SLN poursuit sa mutation, en développant son activité d'exportation de minerai et en ajustant son organisation du travail dans le cadre d'un plan d'économie.

En sus de ces virages stratégiques, les opérateurs majeurs du secteur ont dû faire face à **des difficultés techniques et sociales** sur certains sites, induisant pour la première fois depuis 10 ans un **recul de l'activité, tant minière que métallurgique** (respectivement -8,1 % et -17,7 % par rapport à 2018). Cette baisse de la production impacte le niveau des exportations de métal (-19,6 % en volume et -11,1 % en valeur). En revanche, celles de minerai continuent de progresser (+7,7 % en volume et +16,3 % en valeur), **grâce à de nouvelles autorisations administratives**, permettant notamment de vendre du minerai non valorisé localement.

Dans le même temps, la **production de cobalt** poursuit son repli (-25,3 % sur un an). Couplé à la détérioration du cours mondial (divisé par près de 2 en moyenne annuelle), ce repli induit également une **chute des exportations** (-34,6 % en volume et division par près de 3 en valeur).



Le BTP reste dans l'expectative

Dans la lignée d'une année 2018 déjà morose, les **difficultés persistent** en 2019 dans le BTP. Les entrepreneurs du secteur interrogés par l'IEOM continuent de faire état d'un volume **d'activité dégradé**. Ils sont également peu optimistes quant aux capacités de relance de leur activité, dans un contexte de **grands chantiers** moins nombreux (après des années particulièrement soutenues) et de saturation du segment de la **construction privée** et notamment du logement intermédiaire. La **consommation de ciment**, un des principaux indicateurs d'activité du secteur, enregistre un nouveau recul (-10,9 % par rapport à 2018), atteignant son niveau le plus faible depuis que cette statistique existe (1992).

La fréquentation touristique atteint un niveau record

Après une stabilisation en 2018, la **fréquentation touristique repart à la hausse**. Selon les estimations de NCTPS, le nombre de touristes aurait atteint un **niveau record** en 2019 avec 126 607 touristes (soit +6 000 visiteurs sur un an). En revanche, le **tourisme de croisière confirme son ralentissement**. Pour la troisième année consécutive, le nombre de croisiéristes accueillis recule, s'établissant à 343 901 en 2019 (soit -112 129 croisiéristes sur un an et -165 562 croisiéristes par rapport au pic de 2016).

La production progresse dans le secteur primaire

En 2019, notamment du fait des anticipations d'abattages liés à la sécheresse de fin d'année, la **production de viande bovine** augmente sensiblement (+28,5 % sur un an). Les **abattages porcins** suivent également cette tendance (+16,9 %). Pour la **filière aquacole**, la campagne d'exportation de crevettes se clôture sur une nouvelle hausse (+8,6 % en volume et +7,2 % en valeur sur un an), confirmant les choix stratégiques de la filière. Après le creux enregistré en 2018, le volume de **pêche des palangriers** rebondit (+7,2 %), entraînant dans son sillage un renforcement des exportations de sa principale ressource, le thon (+8,9 % en volume et +22,8 % en valeur).

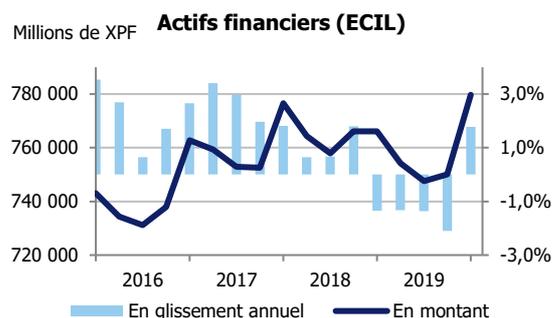
L'activité bancaire reste dynamique mais s'essouffle

Rebond de la collecte d'épargne en trompe-l'œil

L'encours des **actifs financiers** détenus par les agents économiques (résidents et non résidents) dans les établissements de crédit installés localement atteint 780 milliards XPF fin 2019, en hausse de 1,8 % sur l'année 2019 contre -1,4 % en 2018. Ainsi, après la contraction enregistrée en 2018 (-10,5 milliards XPF), **la collecte nette d'épargne gagne 13,6 milliards XPF.**

Toutefois, cette hausse est notamment liée à des dépôts de la **clientèle non résidente** (+43,0 %, soit +8,6 milliards XPF). La progression des actifs **des seuls résidents s'établit à +0,7 %**, soit 5 milliards de plus qu'il y a un an, mais là encore, la hausse est liée à un dépôt exceptionnel d'un établissement.

Le rythme de croissance des **encours des placements hors zone** d'émission (contrats d'assurance-vie, livret A, OPCVM...) s'établit à 166,1 milliards XPF (soit 21 % des actifs). Le **ralentissement** enregistré en 2019 (+1,9 % après +3,1 % en 2018) traduit une décollecte dans la plupart des supports, sauf l'assurance qui progresse de 3,3 % (+4,5 milliards XPF sur l'année), un rythme encore soutenu mais en retrait par rapport à 2018 (+5,1 %) ou encore à la croissance moyenne de ces 10 dernières années (+5,4 %). Les dépôts collectés auprès des Calédoniens ne couvrent structurellement pas la production de crédits.



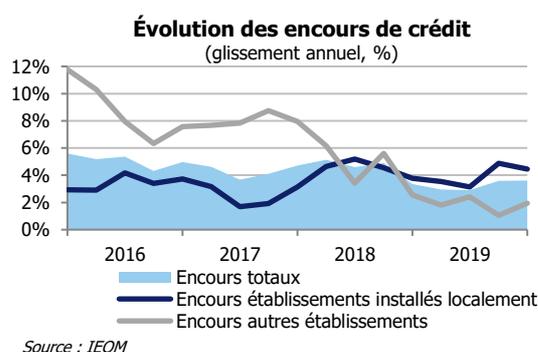
Dynamisme des crédits, malgré des signes de tassement

À fin décembre 2019, dans un contexte **de taux d'intérêt historiquement bas**, l'encours brut total des crédits consentis à l'économie calédonienne progresse de 3,6 % (soit +44,0 milliards XPF) et atteint un niveau record de 1 259,6 milliards XPF. **Les établissements de crédit locaux** y contribuent à hauteur des deux tiers. La croissance de leurs encours s'accélère (+4,5 % après +3,8 % en 2018).

L'encours sain des **crédits aux entreprises** augmente sensiblement (+3,6 % sur l'année), tiré par les biens d'équipement (+3,8 %, soit +8,9 milliards XPF) notamment pour le **secteur des transports** (avions, bus...), et par une progression sensible des **crédits à court terme** (+6,4 %, soit +5,2 milliards XPF), qui fait état de la situation financière délicate des entreprises calédoniennes. **Les crédits immobiliers d'entreprises**, notamment dans le logement social, restent dynamiques, mais ralentissent (+2,9 % en 2019 après +4,0 % en 2018).

En parallèle, la progression de l'encours sain des **crédits aux ménages** décélère (+3,0 % après +4,5 %), dans le sillage des **crédits à l'habitat** (+3,5 % après +4,9 %) dont le différentiel d'encours passe de +20 milliards XPF en 2018 à +15 milliards XPF en 2019 (avec une production de crédit en baisse de 14,4 milliards XPF sur l'année). Après avoir connu un regain de dynamisme l'année précédente, la croissance des **crédits à la consommation** ralentit sensiblement (+0,5 % après +3,1 %).

Enfin, soutenu par une demande exceptionnelle de crédits d'exploitation en fin d'exercice (+185,5 %), l'encours des **crédits aux collectivités locales** s'inscrit en nette hausse (+8,7 % après +7,7 %).



Le déficit de place se creuse

Le solde des dépôts résidents / encours bancaires locaux se dégrade à nouveau (-34,2 milliards XPF), portant le **déficit de place** à hauteur de 249,7 milliards XPF. Après avoir été relativement stable depuis 2013 (autour de 20 %), ce déficit en pourcentage des encours de crédits progresse en 2019 (pour atteindre 30,5 %), mais reste toutefois inférieur à son niveau record de 35 % en 2008.

L'IEOM a mis en place en décembre 2019 un nouvel instrument de financement des besoins bancaires à hauteur de 25 milliards pour la zone FCFP, dont 17 milliards XPF pour la Nouvelle-Calédonie.

La sinistralité augmente mais demeure contenue

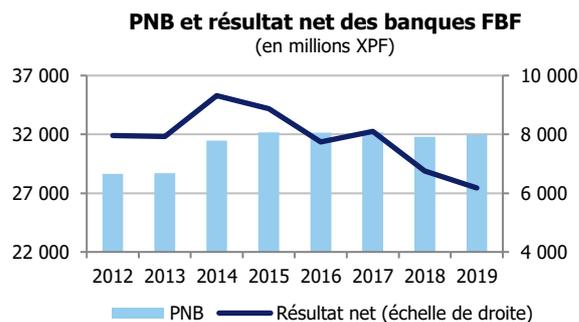
À fin décembre 2019, **la qualité du portefeuille des établissements de crédit** se dégrade légèrement. L'encours relatif aux créances douteuses brutes progresse plus rapidement que l'encours brut total (+5,2 % contre 3,6 %) induisant une hausse du **taux de créances douteuses**, qui s'établit à 3,4 % (contre 3,3 % à fin décembre 2018). Malgré cette hausse, ce taux reste relativement faible, proche du niveau hexagonal (3,3 % en 2018).

Hausse du PNB mais baisse du résultat net des banques FBF

En lien avec la poursuite de la détente des taux, les opérations avec la clientèle enregistrent une nouvelle contraction (-2,0 % après -3,0 % en 2018). En dépit de cette baisse et grâce à une diminution des charges liées aux opérations de trésorerie et interbancaire (-40,8 %), **le produit net bancaire** cumulé des quatre banques de la place parvient à progresser légèrement (+0,5 %) après avoir enregistré une contraction l'année précédente (-1,2 %).

Dans le même temps, les frais généraux continuent de croître au même rythme qu'en 2018 (+1,4 % dont +2,2 % pour les frais de personnel et +1,1 % pour les services extérieurs), induisant une nouvelle dégradation du **coefficient d'exploitation** qui s'établit désormais à 56,7 % (contre 53,8 % en 2018). Le gain lié à la chute du coût du risque (-81,0 %) permet cependant une **hausse du résultat d'exploitation** (+10,6 %).

Au final, la nette progression (+31,9 %) de l'impôt sur les bénéfices (liée au redressement d'un établissement) n'a pas permis de convertir cette performance d'exploitation, en hausse du **résultat net** consolidé. Il s'établit ainsi à 6,2 milliards XPF, soit son niveau le plus faible depuis 2005, en recul pour la deuxième année consécutive (-8,6 % soit -0,6 milliard XPF).



Source : IEOM

Perspectives 2020 : une crise inédite, dont il est indispensable d'atténuer l'ampleur

À l'instar des anticipations pour l'économie sur le plan mondial, l'année 2020 s'annonce sous des auspices très peu favorables pour la Nouvelle-Calédonie. Au-delà de **l'échéance institutionnelle** de septembre (tenue du second référendum d'autodétermination) qui pourrait peser sur le climat général et la confiance, le territoire devra dans un premier temps affronter la crise du **Coronavirus Covid-19**.

Il est aujourd'hui impossible de **prévoir l'ampleur** de cette crise que ce soit sur le plan sanitaire mais également de ses conséquences sur l'activité économique. Toutefois, on peut d'ores et déjà s'attendre à d'importants **effets négatifs sur l'activité, sur la situation financière des entreprises et sur l'emploi**. Certains secteurs exposés à la conjoncture internationale (tourisme) pourraient être vraisemblablement plus durement impactés.

Alors que l'économie **calédonienne montrait un léger mieux mais restait fragile** et sans moteur fort, cette crise plonge la Nouvelle-Calédonie plus que jamais dans **l'expectative**. Le territoire doit faire face à un défi immense, mais n'est pas sans disposer de certaines **armes** dans cette bataille.

L'arrivée plutôt tardive du virus sur le territoire devrait permettre plus **d'anticipation et de prévention** ainsi que la mise en place de **dispositifs d'accompagnement**. L'économie de la Nouvelle-Calédonie bénéficiera de la **solidarité nationale** au travers de mesures fortes tels que le Fonds de solidarité et le mécanisme de prêt aux entreprises garanti par l'État.

La situation tendue des **finances publiques locales**, et notamment celle des organismes de sécurité sociale, constitue un point de **fragilité majeur** car celles-ci ne disposent pas des marges de manœuvres nécessaires pour faire face à une telle crise.

L'accompagnement des **entreprises par le système bancaire**, avec l'appui de l'État et de l'IEOM, sera déterminant pour préserver **le tissu économique**. La mobilisation de tous les acteurs économiques et des pouvoirs publics sera également indispensable pour absorber cette crise, dont les effets seront probablement durables et profonds. Ces **effets dépendront très largement de la durée de la crise**, sur le territoire mais aussi à l'international, et de la **capacité de rebond** des économies à travers notamment les plans de relance et de soutien, vraisemblablement massifs.

Le **cours du nickel** continuera de jouer un **rôle déterminant** sur la situation de ce secteur et plus globalement de l'économie calédonienne, pouvant tout autant être un **facteur de résilience, qu'un vecteur d'aggravation**. Dans le sillage de la crise et en comparaison avec d'autres matières premières, **le cours a baissé mais ne s'est pas écroulé**. Les fondamentaux de ce marché restent favorables à une hausse des cours d'autant que l'économie de la Chine (1^{er} consommateur de nickel) pourrait être la première à sortir de la crise.